

*Questions orales***LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA**

## L'UTILISATION COMME GARANTIE D'UN PRÊT

**M. Ken James (Sarnia-Lambton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne les méthodes de vente des Obligations d'épargne du Canada. Des citoyens de ma circonscription ont été approchés en 1985 par des établissements financiers et des intermédiaires, l'idée étant d'emprunter auprès de ces établissements à un taux d'intérêt avantageux pour acheter les OEC, et en n'utilisant que les obligations comme garantie. L'acheteur cède les obligations après le premier de l'an, réalisant une déduction fiscale . . .

**M. le Président:** A l'ordre. La question est très longue.

**M. James:** Étant donné que pour près de trois milliards d'OEC ont été encaissées durant janvier et février 1986, le ministre pourrait-il nous dire si le fort taux de rachat d'OEC peut être attribué d'une façon quelconque à la combine dont je viens de parler, combine dont je sais que le ministre . . .

**M. le Président:** A l'ordre. A l'ordre. C'est beaucoup trop long.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député a déjà posé cette question à la Chambre et depuis qu'il me l'a posée, j'ai donné instructions à la Banque du Canada de faire enquête. Cette enquête est en cours et je suis heureux que le député me donne ce complément de renseignements. Je vais demander à la banque de s'occuper de cela également. Je dirai qu'à mon avis, beaucoup des rachats d'OEC effectués pendant cette période étaient attribuables à l'augmentation des taux d'intérêt.

\* \* \*

**L'ÉNERGIE**LE COURS MONDIAL DU PÉTROLE—LES LICENCIEMENTS  
ANNONCÉS PAR LA SOCIÉTÉ IMPERIAL OIL

**M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. La société Imperial Oil a supprimé 1,800 emplois dans le secteur énergétique. Si cette multinationale a fait cela, vous pouvez imaginer, monsieur le Président, ce qui arrive aux petites entreprises canadiennes. Le gouvernement veut-il toujours attendre de voir ce qu'il va advenir du cours mondial avant de faire le moindre geste? Combien d'emplois doivent être perdus avant que le gouvernement passe à l'action?

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, je puis garantir au député, à tous les députés, que des pourparlers sont en cours entre les gouvernements des provinces productrices et que le gouvernement fédéral suit la situation de près. Ce n'est pas le moment de paniquer ni d'avoir le genre de réactions intempestives que l'opposition voudrait nous voir adopter.

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre. Malgré tout le respect que je dois au secrétaire parlementaire, je dois lui dire que la situation est en

train de devenir très grave. Je souhaiterais que le premier ministre la traite comme telle et qu'il réponde à la question. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour sauver le secteur énergétique au Canada?

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, notre gouvernement a fait plus en dix-huit mois pour le secteur énergétique au Canada que tout autre gouvernement avant lui.

**Des voix:** Bravo!

**M. McDermid:** Le député sait pertinemment que nous avons consulté le secteur énergétique et que celui-ci nous demande de continuer à surveiller la situation de près. Il nous tient au courant. Il ne s'attend pas à ce que nous prenions des mesures draconiennes pour le moment. Lorsque nous passerons à l'action, ce sera en collaboration avec les gouvernements provinciaux, le genre de collaboration qui dure depuis dix-huit mois et qui ne semblait pas exister avant notre arrivée au pouvoir.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**LES CONSÉQUENCES DU PROJET DE LOI AGRICOLE DES  
ÉTATS-UNIS

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Au cours de ses entretiens avec les responsables américains, il semble avoir évoqué les conséquences catastrophiques de la récente loi agricole des États-Unis sur les céréaliers canadiens. A-t-il obtenu, de la part des États-Unis, quelque engagement à cesser comme ils le font de perturber le commerce international en donnant tout simplement leurs céréales ou en écoulant sur le marché mondial un produit lourdement subventionné?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai eu un excellent entretien portant sur les problèmes agricoles avec le président et le secrétaire d'État, et j'en ai aussi longuement débattu avec les dirigeants du Sénat, notamment le sénateur Kassebaum qui a su exprimer dans une large mesure le point de vue de l'ensemble du Sénat.

J'ai fait savoir aux sénateurs que, à notre avis, les agriculteurs canadiens n'avaient pas de véritable chance ni de bons prix et que nous tenions à ce que cela soit corrigé et, notamment, à ce qu'ils aient librement accès aux nouveaux marchés afin qu'ils obtiennent leur juste part du commerce international. Nous avons précisé que nous comptions leur venir en aide, en espérant que le gouvernement américain comprendrait et accepterait de collaborer.

## LE PRIX DES CÉRÉALES

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, puisque les responsables américains ne se sont pas engagés à cesser de perturber le marché international, le premier ministre s'engage-t-il, lui, à faire en sorte que les agriculteurs canadiens obtiennent à peu près ce que touchent leurs homologues américains pour leurs ventes de céréales sur le marché international?